

L'IDENTITÉ

*Je suis Algérien par mes ancêtres
et internationaliste par mon siècle
(Kateb Yacine)*

<i>INTRODUCTION : IDENTITE ET VOTE FN</i>	<i>page 2</i>
<i>L'IDENTITÉ FRANÇAISE FAÇON SARKOZY</i>	<i>page 3</i>
<i>QUAND ET POURQUOI EST POSÉ LE PROBLÈME DE L'IDENTITÉ</i>	<i>page 5</i>
<i>L'IDENTITE NATIONALE, UNE ORIGINE BOURGEOISE</i>	<i>page 7</i>
<i>VICHY : LA RÉVOLUTION NATIONALE, L'IDENTITÉ EXACERBÉE</i>	<i>page 11</i>
<i>MAI 68, L'IDENTITE INUTILE</i>	<i>page 14</i>
<i>DU GRECE AUX NEO-CONSERVATEURS, ON REMPLACE LA RACE COMPROMISE PAR LA CULTURE</i>	<i>page 15</i>
<i>LE CHOC DE LA CRISE DE 20072008</i>	<i>page 17</i>
<i>LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT DIT AMEN AU CHOC DES CULTURES</i>	<i>page 19</i>
<i>L'IDENTITÉ MALHEUREUSE... DE FINKIELKRAUT</i>	<i>page 20</i>
<i>...ET L'IDENTITÉ HEUREUSE DE AMIN MAALOUF</i>	<i>page 24</i>
<i>L'IDENTITÉ QUI EXCLUT</i>	<i>page 28</i>
<i>EN CONCLUSION</i>	<i>page 29</i>
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	<i>page 31</i>

INTRODUCTION : IDENTITE ET VOTE FN

Le problème de l'identité est peut-être devenu la motivation première qui explique maintenant le vote pour le Front national. Nous allons évidemment voir de près cette notion d'identité, ce qu'elle recouvre de manière dite ou non dite, d'où elle provient et comment elle est utilisée. La population qui vote ou est tentée de voter FN ne sait évidemment pas répondre à ces questions, et cela ne l'empêche pas d'en avoir une idée, son idée, et de se déterminer en partant uniquement de cette idée et des réponses qu'apportent ensuite les divers partis politiques. Cette question est sans doute au centre de la vie politique en France, et sans doute aussi dans d'autres pays européens.

Au lendemain des résultats des municipales de 2014, où le FN a pu se présenter comme la troisième force politique en France, le journal Le Monde a publié un article intéressant d'une sociologue de Sciences Po. Nonna Mayer observe une montée de l'importance du problème de l'identité depuis 2007, « *en lien direct avec la stratégie de Nicolas Sarkozy pour attirer à lui l'électorat frontiste, mettant au cœur du débat politique les thèmes de l'immigration, du rapport à l'Islam et de l'identité nationale* ». Selon elle, ce processus « *s'est renforcé avec la crise économique qui débute fin 2008 en France et favorise des réflexes xénophobes, le repli sur les frontières nationales* ».

Cette sociologue s'appuie notamment sur un sondage annuel effectué pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme depuis 1990 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, sondage qui permet de suivre l'évolution des attitudes envers les « autres », perçus comme différents par la couleur de peau, l'origine, la religion ou la culture. « *L'indicateur synthétique (...) montre que le niveau global de tolérance envers les minorités baisse depuis 2009 et, ajoute Nonna Mayer, c'est un des éléments qui explique la progression des idées du FN dans l'opinion telle que le mesure le Baromètre TNS-Sofres/ Le Monde de janvier 2014* »

Surtout, elle distingue nettement entre les motivations économiques et les idées d'identité, en ce qui concerne l'électorat du FN. Il est vrai, juge-t-elle, que sur le plan économique, les électeurs du FN sont assez proches des électeurs de gauche, en tout cas pour « *les fractions les plus populaires de cet électorat, hétérogène* ». « *Mais, souligne-t-elle, au moment de voter, cette seconde dimension, culturelle et identitaire, pèse beaucoup plus que les enjeux strictement économiques* ».

Jean-Yves Camus, chercheur associé à l'IRIS, reprend cette idée de l'importance de l'identité dans le vote FN et va plus loin. Pour lui, le parti de Marine Le Pen « *a pris la main sur la définition des thématiques qui font le vote, en premier lieu sur la question de l'identité, pierre angulaire de la guerre culturelle qu'il mène depuis plus de quarante ans. Avec un succès qui tient à la désertion du terrain des idées par des partis qui pensent que c'est la gestion et non les idées qui mènent le monde* ».

L'IDENTITÉ FRANÇAISE FAÇON SARKOZY

Avant d'en venir à l'historique de la mise en place de la notion d'identité, nous allons d'abord essayer de cerner la vision populaire que tout un chacun peut entendre derrière ce mot. Et pour cela, nous avons choisi de reprendre des éléments de la propagande du parti de

Sarkozy, alors au pouvoir, lorsque toute une campagne était menée sur ce thème et d'autres qui lui sont liés. Nous faisons ce choix pour deux raisons.

D'abord, parce que les choses sont alors dites du haut du pouvoir d'Etat, avec toute l'autorité et la force que cela procure, chose qui n'avait pas été faite depuis Vichy en France. Ensuite, parce que, de ce fait, ces discours ont été entendus par un très grand nombre de gens, qu'ils ont eu et continuent d'avoir, durablement, une influence nationale, collective. Alors que ceux des Le Pen avaient toujours été vus et entendus comme des discours un peu particuliers, ceux d'une minorité, exagérant sans doute les choses pour mieux s'opposer. Des idées auparavant hors norme sont devenues la norme.

Dans un entretien au journal Le Monde, daté 16 mars 2011, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, énumère un certain nombre de « fondamentaux » qui à son avis doivent être clarifiés. Prenons ces points un à un.

Sur l'immigration : *« Il est très important de maîtriser les flux migratoires. La France est un pays qui, traditionnellement, accueille les opprimés. Jamais le président de la République n'a dit qu'il était fermé à toute immigration. En revanche, ce gouvernement est hostile à l'immigration irrégulière. Mon travail est de lutter contre elle. Nous souhaitons bien accueillir les immigrés autorisés à venir chez nous mais nous ne voulons pas subir une immigration imposée »*. Et il donne ce chiffre : *« 24% des immigrés hors Union européenne sont au chômage. S'il n'y a pas de maîtrise de l'immigration, nous ne parviendrons pas à maintenir notre cohésion nationale »*

Que dit Guéant ? Il prend soin d'ouvrir d'abord un beau papier d'emballage en parlant de *« pays qui accueille traditionnellement les opprimés »* ou de *« bien accueillir les immigrés autorisés »*. Mais c'est pour nous offrir une idée exactement à l'inverse de la fraternité : il y a des flux migratoires, il faut se protéger de l'immigration irrégulière, il y a besoin de lutter contre elle. Bref, l'immigration non européenne est un problème pour le pays, un danger pour sa « cohésion ».

Deuxième point : *« Les Français ont le sentiment que les flux non maîtrisés changent leur environnement. Ils ne sont pas xénophobes. Cela étant, ils veulent que la France reste la France. Ils veulent que leur mode de vie soit respecté, que la laïcité demeure à la base de notre pacte républicain. Ils veulent que l'intégration, pour les nouveaux venus, ou l'assimilation, pour les plus anciens, se fasse réellement, ils ne veulent pas de communautarisme. »*

Cette fois, Guéant met une nuance, il ne dit pas que les choses sont, il dit que c'est le « sentiment » des Français qui est de vouloir *« que la France reste la France »*. Cela a l'air moins violent, voire respectueux de ce que ressentent les gens. Mais en réalité, ce « sentiment », Guéant est en train de le construire, le consolider, comme bien d'autres ont commencé à le faire avant lui. Les mots sont assez vagues pour être un peu fourre tout, et chacun, du petit commerçant à l'ouvrier en passant par le professeur, peut s'y retrouver et y trouver matière à se sentir concerné.

Le professeur des écoles entend que l'Etat défend la laïcité, à laquelle il tient tant. L'ouvrier ou le chômeur qui vit dans une cité surpeuplée va le lire comme une évocation de son *« mode de vie »*. Et pour tous, on entend qu'il est une religion envahissante, voire menaçante. Tous les esprits conservateurs, aux quatre coins du pays, vont être sensibles,

chacun y mettant ce qu'il entend selon son milieu, sa profession, ses inquiétudes, à cette phrase qui dit tout et rien à la fois : « *Les Français veulent que la France reste la France* ». Celui qui ne se serait pas encore inquiété est rappelé à l'ordre : « *Comment, tu ne fais pas attention, même les Bretons sont au courant, tendent l'oreille, et toi, tu ne t'inquiètes pas. Mais il faut se mettre sur ses gardes, voyons* ».

Quand Guéant parle de « laïcité », le raciste mais aussi le chrétien, le juif et même l'athée, vont entendre évidemment l'Islam, désigné comme un danger. Le mot n'est pas dit, mais à cette époque sont lancées des campagnes comme celle demandant la traçabilité de la viande hallal. Cette campagne provient sans doute de l'extrême droite, mais la droite, loin de vouloir la contrer, la reprend, l'amplifie, lui donne de la crédibilité. Guéant le dit : « *Des associations de consommateurs ou de parents s'inquiètent aussi d'acheter ou de voir servir de la viande hallal sans le savoir. C'est un problème de liberté, les gens ne sont pas obligés de consommer de la viande hallal* ». Cette histoire de viande hallal fait craindre, au fond même de notre estomac, l'irruption des étrangers.

Autre mot, le « communautarisme ». Il dit quoi ? il dit que ces gens dangereux, immigrés, musulmans, sont en train de vivre ensemble, entre eux, donc peut-être de constituer une force ; et si le gouvernement la dénonce, c'est sans doute que cette force est d'ores et déjà un danger ? Quel danger, quel risque ? On ne nous le dit pas. Mais l'essentiel est de faire peur ; et l'intelligence de Monsieur Guéant est utilisée à faire peur, en s'arrangeant pour que les zones d'ombre que laissent ses discours continuent d'alimenter ces peurs.

Le journaliste du Monde demande quand même à M. Guéant si l'on n'est pas en train d'amplifier les problèmes, avec la viande hallal, les prières de rues : « *Ces phénomènes ne sont-ils pas marginaux ?* » Réponse : « *Les médias aidant, ces problèmes préoccupent tous les Français. Peu d'entre eux voient par exemple des prières dans la rue mais la télévision et les journaux les rendent très visibles. On s'en inquiète dans des villages de Bretagne où il n'y a pourtant pas un seul musulman* ».

Toujours la même méthode hypocrisie : Guéant prétend se soucier de ce que pensent les Français. Et ce que pensent les Français viendrait de ce que montrent les médias. C'est vrai, mais les médias, s'ils accourent effectivement pour filmer ces sujets, ne font qu'aller là où Sarkozy et sa bande ont commencé, les premiers, ou les seconds après l'extrême droite, à montrer du doigt.

Résumons le discours de Guéant. Les Français ont peur de voir leur identité abîmée, mélangée, modifiée, et nous, gens sérieux du Ministère de l'intérieur, savons après quoi il faut taper : les immigrés irréguliers, les musulmans qui veulent changer les mœurs des Français. Guéant ne le dit pas ouvertement, mais de manière subliminale, il défend l'identité française : « *Les Français veulent que la France reste la France* ».

On commence à le remarquer, on ne nous dit jamais bien clairement en quoi consiste, exactement, cette fameuse identité. On préfère faire en sorte que chacun y mette ce qui lui convient. C'est que dans un pays comme la France, et même si l'on ne regarde que les Français « de souche », il y a des gens de toutes sortes, tous les niveaux sociaux, toutes les religions, tout le spectre des croyances et des non croyances, tous les avis philosophiques, tous les goûts artistiques, tous les partis politiques, et toutes les absentions, tous les penchants sexuels et autres caractéristiques humaines... Plutôt que de se hasarder à donner, devant les

médias, une définition, qui risquerait d'être invalidée par une foule de contre exemples, il est effectivement plus sage de rester dans un grand flou artistique.

QUAND ET POURQUOI EST POSÉ LE PROBLÈME DE L'IDENTITÉ

Nous nous souvenons de l'explication donnée par Michel Bounan au sujet des moments de montée de l'antisémitisme en Europe : « *On observe que la soudaine rumeur d'un complot juif se découvre toujours dans les mêmes circonstances historiques, quand la véritable conspiration pour le maintien de l'ordre et la complexité de ses mécanismes commencent à paraître publiquement* ». La montée de l'antisémitisme nazi s'est faite alors que la crise de 1929 avait mis à nu une bonne part des mécanismes du système. Jetant à bas bien des voiles politiques de la démocratie bourgeoise, la crise dévoile de la manière la plus crue que les décisions essentielles de la vie humaine sont avant tout le fait des grands trusts et du capital financier. Que ceux-ci peuvent se payer le luxe d'une crise gigantesque : seules les populations se doivent de la payer, tandis qu'eux s'en sortent encore plus forts, plus grands, plus capitalistes.

Il devient alors vital, pour le système, de camoufler cette mise à nu des responsabilités et des responsables. Et le mieux est encore de puiser dans un vieil arsenal idéologique : avec l'antisémitisme, on a quelque chose qui a fait ses preuves sur des siècles, qui semble vrai puisqu'anciennement ancré. Qui peut toucher les gens que l'on veut viser, le peuple, puisqu'on a déjà réussi à lui faire mettre en pratique cet antisémitisme. L'antisémitisme nazi, nous dit Bounan, a été « *un simulacre d'une révolution anticapitaliste greffé par le capitalisme lui-même sur une agitation sociale réellement révolutionnaire ; (...) un miroir aux alouettes et un massacre de boucs émissaires* ». (L'art de Céline et son temps).

La crise partie des Etats-Unis sous le nom de crise des « subprime » en 2007, étendue à la planète en 2008, est d'une ampleur tout à fait comparable à celle de 1929. Comme elle, elle affecte les pays impérialistes les premiers. Et elle met à nu, un moment, les vraies responsabilités et les vrais responsables. Cela a été si voyant qu'un Sarkozy s'est immédiatement jeté dans un discours aux apparences anticapitalistes. Samedi 27 septembre 2008, dans un discours fleuve, Nicolas Sarkozy déclare : « *Nous venons de passer à deux doigts de la catastrophe, le monde est passé à deux doigts de la catastrophe, on ne peut pas prendre le risque de recommencer. Si on veut reconstruire un système financier viable, la moralisation du capitalisme financier est une priorité* ». Et il énumère toute une série de points à remettre en cause : la rémunération de dirigeants ou de traders, les paradis fiscaux, les ventes à découvert, les agences de notation, les règles de comptabilité imposées aux banques, la complexité des produits financiers.

Sarkozy rend là un fier service au très haut monde bourgeois. Car à ce moment précis, les choses sont bel et bien mises à nu : les plus hauts capitalistes apparaissent bel et bien comme les principaux décideurs et les immenses profiteurs de tout le système. Et ils ont fait faillite. Alors qu'une haine massive monte immédiatement contre eux, Sarkozy, en bon politicien bourgeois, sait qu'il n'est pas question de heurter une opinion aussi forte. On ne peut, comme dans le cas allemand des années 1930, que dévier la cible, un peu, mais suffisamment pour sauver les meubles. Il tape donc sur le capital financier, présenté comme un mauvais capital, pour préserver le système... capitaliste en son entier.

Mais derrière les grands discours du haut de tous les Etats impérialistes, on fait l'inverse. Les banques et autres instituts financiers de haut vol sont en train de faire faillite ? Les Etats volent à leur secours, et leur font des emprunts gigantesques, pour les sauver et sauver le système. Avec quel argent font-ils cette opération ? eh bien avec de l'argent qu'ils empruntent à ces mêmes banques, en réalité de l'argent fictif, inventé, créé de toute pièce, car c'est ainsi qu'elles fonctionnent, on le découvre alors.

Les dettes gigantesques des grands capitalistes privés sont ainsi transférées aux Etats, qui sont à leur tour potentiellement en faillite. Mais là, silence complet. Il ne faut rien dire. On va faire comme si tout allait bien. Les banques, les premières, vont être complices, et faire mine que tout est réglé. Alors qu'en réalité, elles crèvent de peur. Car elles savent que cela va être une sacrée affaire que de faire en sorte que les Etats leur remboursent ce qu'ils leur ont emprunté, pour les sauver. Le risque est passé du privé au public, mais il n'a pas disparu. Pire, par le jeu des intérêts – on ne prête pas pour rien, sous le capitalisme – la dette globale gonfle et va encore gonfler pendant des années.

Tous ensemble, d'un commun accord, Etats et banquiers ferment donc les yeux, le temps que la population se calme, oublie un peu la cause de la crise, qu'on oublie surtout ce qu'on a vu de leur monde, leur importance, leur monopole sur notre vie. Il faut que quelques mois, quelques années passent. Après quoi, il va bien falloir remettre les pendules à l'heure, c'est-à-dire faire en sorte que les Etats commencent à rembourser. Et pour que les Etats remboursent, il faut qu'il récupèrent de l'argent, soit en diminuant les services publics, soit en ponctionnant plus d'impôts. Pas d'autre solution.

En France, c'est seulement fin 2011 que l'Etat a lancé cette offensive. Et là, la dette nous est présentée non plus comme celle des banques, mais comme « *la dette de tous* ». Des centaines d'économistes se sont relayés pour répéter que l'on ne pouvait pas laisser une telle dette à nos enfants, que les chiffres étaient si importants qu'ils voulaient dire des intérêts énormes à payer, qu'il fallait rétablir une situation saine. Bref, l'Etat, toutes tendances confondues puisque la gauche a entériné, faisait du blanchiment d'argent sale, l'argent sale des capitalistes étant recyclé en argent soi-disant de tout le monde. Et le mot « crise » était désormais séparé du mot « dette » dans les discours et les explications. C'est tout juste si on ne nous dit pas aujourd'hui que la crise vient de cette dette que nous devons...

C'est un réflexe du monde politique et intellectuel bourgeois. Lorsque le système, mis à nu par une crise ou une autre, montre ses fragilités, ses responsabilités, il est de première urgence de couvrir cette nudité, n'importe comment, mais de préférence avec des arguments qui ont une certaine prise sur les consciences, donc en prenant dans ce qui a déjà plus ou moins fonctionné, ou ce qui est déjà dans l'air du temps. Attaquer la finance comme un mauvais élément du système, au lieu d'attaquer le système capitaliste, il suffisait de faire un copier coller sur ce que dit une organisation comme Attac.

Point besoin de plan concerté, de complot, pour cela. Le complot, dans leur système, il existe en permanence : c'est l'argent. C'est l'argent, ou le respect pour l'argent, qui les magnétise tous dans la même direction, qui coordonne sans qu'ils aient besoin de comploter autrement, leurs dires et leurs actions. C'est l'intérêt commun de l'argent et de la puissance qu'il confère dans leur système, qui les guide dans les propos, les idées et les actes.

La population doit payer la crise et il lui faut un bouc émissaire. Pour qu'elle ne s'en prenne pas aux responsables de la crise économique que sont les capitalistes, on tend devant

la bouche de la population, devant le nez, sous les yeux, le bruit et l'odeur des « autres », en parlant d'identité, car on sait bien que cela peut fonctionner.

Et pendant que la population va s'escrimer à chercher à résoudre ses problèmes d'identité, en cherchant de nouvelles options politiques, on évitera que se discutent, se soulignent, se disent et se répètent ces choses : le capitalisme enfante les crises les unes après les autres. Il en sort toujours plus fort, en ayant éliminé les plus petits, et en faisant payer des masses de gens qui n'y sont absolument pour rien du tout, si ce n'est qu'elles ont accepté le système, lui ont fait confiance ou l'ont laissé faire.

L'Europe des années 2000 n'est pas l'Allemagne de 1930. On ne peut plus présenter un bouc émissaire sous un prétexte ouvertement raciste - quoique cela se fait tout de même dans un pays comme la Hongrie. Les intellectuels du monde bourgeois ont été chercher ailleurs. Ils ont choisi l'idée d'« identité ». Nous allons voir bientôt que cette idée elle-même a longtemps été empreinte d'une idée raciste, et qu'il en reste toujours quelque chose.

Il faut d'abord ajouter que du côté de la population, on peut comprendre pourquoi l'idée d'identité a pu être écoutée, reprise et prise au sérieux. C'est que sur le terrain matériel, concrétisé par l'économie, la crise avait révélé quelque chose d'inimaginable : les politiques, les hommes qui font la démocratie, ceux que l'on peut élire ou changer, eux et tous leurs appareils de partis et autres institutions d'Etat, se sont révélés parfaitement incapables face à la toute puissance des capitalistes.

Alors, si eux ne peuvent rien faire, que pourrions-nous ? Eh bien, il ne reste plus qu'une chose possible : c'est de se défendre soi-même. C'est de défendre ce peu qui nous reste, notre image de nous-mêmes. Et les intellectuels nous disent justement qu'elle est en danger, notre « identité ». Si la population se met à écouter ce langage, ce n'est donc pas seulement parce que les idéologues au service de la bourgeoisie ont choisi de parler d'identité, pour détourner l'attention des mécanismes mis à nu du capitalisme. C'est aussi parce que l'on est bien obligé de mettre une croix sur le monde matériel, tant la crise et sa puissance, elle et toutes les peurs et angoisses pour l'avenir qu'elle entraîne, nous obligent à nous replier sur nous-mêmes. Le langage proposé par les élites permet de créer l'illusion que l'on a encore quelque chose à sauver.

L'IDENTITE NATIONALE, UNE ORIGINE BOURGEOISE

L'idée d'identité nationale est assez récente. Pendant des siècles, sous les rois par exemple, cette notion n'existe absolument pas. Donner une identité à un peuple, c'est lui reconnaître quelque chose. Or, la monarchie absolue ne lui reconnaît rien. Chacun est sujet du roi, point à la ligne. Le sort de chacun a été voulu par Dieu, Dieu dont le représentant sur Terre est le roi.

Si le roi veut mener une guerre, il peut compter sur des liens de vassalité, appeler à la rescousse des seigneurs qui lui ont fait allégeance. Nul besoin là dedans d'en appeler à une quelconque défense de la patrie, de la nation... Le roi peut évidemment s'en prendre au peuple. Mais comme il ne le considère pas digne de porter les armes (sauf exception comme le fera Philippe Auguste en 1214), il va envoyer ses gens lui soutirer des impôts, impôts avec lesquels il va se payer et enrôler des mercenaires à sa solde.

Selon Jacques Le Goff, une sorte d'identité apparaît en Europe pour la première fois, à l'occasion des croisades. Celles-ci ont lieu entre 1095 et 1291. Si l'on considère que se forme là une identité, un ensemble de croyances, il faut aussi admettre que cela concerne en premier lieu les seigneurs, les nobles, partis en guerre sainte. Cette première « identité » se fait donc, déjà, contre les autres, et elle se construit par le haut de la société. Elle reste évidemment totalement imprégnée de Dieu, et de la coloration chrétienne qu'en donne l'Eglise.

Mais la bourgeoisie, en France en premier lieu, va avoir besoin d'éloigner Dieu du pouvoir pour prendre le sien. Certes, avec la Restauration, elle va tenter de le rétablir dans son système, mais on est maintenant loin des manières de voir féodales ou monarchiques. La bourgeoisie française s'est appuyée sur le peuple, pour prendre le pouvoir, et ensuite pour refouler les armées des monarchies d'Europe. Cette guerre, le peuple l'a menée pour préserver sa nouvelle liberté, et sa propriété, sa terre, pour ceux qui en ont.

Mais comment ensuite motiver le peuple pour d'autres guerres ? La bourgeoisie va éprouver le besoin de travailler à mettre au point une idéologie qui lui corresponde, pour remplacer Dieu et le roi. Il faut justifier une nouvelle soumission. C'est là que va se mettre en place l'identité nationale.

Dans un premier temps, cela se fait plus ou moins de manière informelle. On s'appuie évidemment sur une partie des idéaux de la Révolution. Mais ce n'est qu'un siècle après celle-ci que se mettra en place la carte d'identité, avec la loi du 8 août 1893. En fait, la carte d'identité est inventée d'abord pour repérer les travailleurs étrangers, ainsi que les nomades. C'est donc au fond une carte d'identité des non français ! Sinon, lorsque l'on doit donner son identité, pour une démarche administrative par exemple, la pratique consiste à venir avec deux témoins.

Ce n'est qu'après la première Guerre mondiale, en 1921, que l'on met en place la carte d'identité française, pour l'ensemble des citoyens français. A partir de ce moment là, c'est d'en haut que se contrôle et se constitue l'idée d'identité nationale, et que se décide ce qui est normal et ce qui ne l'est pas. Ajoutons que la carte d'identité restera longtemps facultative. Elle ne deviendra obligatoire que sous Pétain (27 octobre 1940) et ne sera étendue à toute la France qu'en 1943, toutes choses que De Gaulle conservera ensuite.

Depuis le XIX^e siècle, l'idée que l'on se fait de l'identité nationale est qu'elle est le produit d'un mélange, à l'origine, de « deux races » qui ont constitué la population française. Deux races donc, l'une avec une origine noble, l'autre d'origine roturière. Selon le chercheur en anthropologie Régis Meyran, le terme de « race » était apparu dans la langue française au XVI^e siècle (Le mythe de l'identité nationale, 2009 Berg international). On désignait alors les descendants d'une même lignée, et on indiquait ainsi une hérédité, en pensant qu'il y a une continuité du sang à travers la succession des générations. Evidemment, cette manière de voir reflétait une réalité sociale : dans la noblesse, on craignait par-dessus tout une alliance avec les classes plus basses, un sang impur venant alors souiller toute la lignée, et les descendants appartiendraient alors à la lignée la plus basse.

Au XVII^e siècle, on a ajouté une nuance, en distinguant une « noblesse de race ». Celle-ci serait la vraie noblesse, celle qui a des racines, une véritable origine, et c'est ce qui justifie ses prérogatives, les privilèges attachés à ses titres. Et on oppose donc cette « noblesse de race » à une noblesse plus récente, car certains parvenus ont acheté leur titre, ou accédé à la noblesse par alliance.

Une idée va finalement germer chez le marquis de Boulainvilliers et l'abbé Mably : les classes sociales sont naturelles, elles ne sont que la suite dont le point de départ a été l'existence dans le pays de deux « races » : d'un côté les Francs, qui seraient les véritables ancêtres de la noblesse (d'origine germanique), et de l'autre les Gallo-Romains, ancêtres des roturiers. Des historiens comme Guizot et Augustin Thierry reprendront cette idée des « deux races ».

Au temps de la révolution, un curé janséniste, Henri Grégoire, militant anti-esclavagiste, défenseur des populations « noires » des colonies, met en place un repérage national de tous les dialectes parlés, pour mieux les éliminer et les remplacer par le français, considéré par les révolutionnaires comme la langue de la Raison, et créer ainsi une égalité des citoyens, en même temps qu'une identité nationale. On estime que plus de la moitié de la population de l'époque s'exprime en « patois » et ne parle pas le français. La langue devient donc un élément essentiel de l'identité nationale. Un élément qui s'ajoute à l'idée de race.

Au XIX^e siècle, avec les sciences naturelles, le mot « race » prend un sens nouveau dans le milieu savant. C'est un classement de rang inférieur à l'espèce, une sous espèce. On parle encore de nos jours de chiens de telle ou telle « race ». C'est à cette époque que l'anthropologue Broca hiérarchise l'humanité en trois races en fonction de mesures du crâne : l'Européen (124,8), l'Africain (111,6) et l'Australien (100). Bien sûr, il subit l'existence à son époque de l'empire colonial français, qui doit être justifié par une « mission civilisatrice » de la France. S'ajoute, avec le fondateur de l'ethnologie William F. Edwards, l'idée que chez les humains, aux caractères physiques, à la race, sont aussi liés des aspects culturels.

Le XIX^e siècle est le siècle où la France produit trois théoriciens du racisme, Arthur de Gobineau (1816-1882), Georges Vacher de Lapouge (1854-1936) et Gustave Le Bon (1841-1931). Pour Gobineau, les races humaines (Noirs, Jaunes, Blancs) sont inégales dès l'origine. Il accuse la démocratie, avec son idée d'égalité, d'avoir favorisé un métissage généralisé : les races françaises se sont mélangées, ce qui selon lui ne peut apporter qu'une décadence et une destruction de la civilisation.

Gustave Le Bon, lui aussi, s'oppose au mélange entre les races, car en découle selon lui l'anarchie. Quant à Lapouge, il pense que « *sans l'instinct guerrier, sans l'esprit de combat, sans la conquête progressive du sol par les races supérieures sur les races inférieures, l'humanité fût donc encore restée pendant une période beaucoup plus longue dans son brutal état primitif* ». Il va inventer « l'eugénique » : une idée à partir de laquelle on va penser que pour sélectionner des hommes forts, il faudrait limiter la production d'handicapés, et que la société cesse d'aider les infirmes ou les malades.

Au XIX^e siècle, ces idées racistes sont rejetées par les anthropologues. Sauf que Le Bon est tout de même accueilli dans la Société d'anthropologie. C'est que les choses sont encore loin d'être claires. Ainsi Broca, comme tout le monde, parle de race. Mais il considère que « *la race française n'existe pas* ». En fait, les plus éclairés des scientifiques reprennent plutôt l'idée des deux races, que certains appellent aussi la théorie de la guerre des races.

Cette première idée de ce qu'est l'identité nationale, est donc un mythe, une croyance pure que l'on reprend, parce qu'elle convient au plus grand nombre. Et ce mythe des deux races contient, comme les poupées russes, d'autres mythes : celui de la pureté du sang, celui

de sa transmission identique à lui-même au fil des générations (toutes choses qui seront anéanties par la science du 20^è siècle).

« *En entérinant le mythe de la guerre des deux races, écrit Régis Meyran, ils (les anthropologues) définissent la nation comme une communauté d'individus consanguins, liés entre eux par l'hérédité, et établis sur le sol français depuis un temps long : ce temps-là (...) a une grande importance, car c'est lui qui confère aux individus leur enracinement sur le sol national et qui fait d'eux de "vrais" Français. La thématique de l'enracinement, qu'on a peut-être un peu hâtivement attribuée aux tenants de la droite réactionnaire, se retrouve ainsi chez d'éminents républicains* ».

Voilà donc le point de départ : la France est faite de plusieurs races. Certaines doivent être éduquées, voilà qui est désormais accepté comme une banalité. C'est l'idée qu'il faut se débarrasser de certains qui est rejetée comme « raciste ». L'important ici est que nation et race vont ensemble.

A partir du XIX^è siècle, à travers l'Europe, des savants ont commencé à s'intéresser aussi aux traditions populaires. Car c'est toute l'Europe qui voit se mettre en place de nouvelles nations. En France, la Société des traditions populaires recense les us et coutumes aux quatre coins du pays : contes et légendes, chansons et danses populaires, théâtre populaire, dictons et proverbes, coutumes, usages et fêtes, croyances et superstitions. Quel intérêt à mettre en valeur ces « survivances » du passé ? C'est qu'on les considère, nous dit Régis Meyran, comme « *des reliquats de la France authentique, ou pourrait-on dire des extraits d'essence de l'identité nationale* ».

A partir de quoi va se développer un culte des régions de France, du terroir. Maurice Barrès (1862-1923), une figure du nationalisme français et un grand défenseur de l'identité nationale des années 1880, défend les valeurs de la « *France éternelle* », de ce qui fait selon lui la « *vraie France* » : la religion catholique, le culte des morts et des racines, donc du « pays », les paysans. Il s'insurge contre ceux qui menacent l'identité nationale, les « *étrangers qui n'aiment pas la France* », les Allemands (on pense à la défaite de 1870), les intellectuels aussi (car ils défendent Dreyfus), la gauche socialiste et bien entendu les juifs, qui ne sont pas à ses yeux de « *vrais français* ».

C'est à son époque que les manuels scolaires vont reprendre les stéréotypes régionalistes : on invente la Bretagne, on crée une « personnalité » pour chaque région, sur la base de la langue, du paysage, du mode de vie paysan et toujours de la race. L'écolier va apprendre à aimer sa région, sa « petite patrie », modèle réduit de la « grande patrie », la France. Des écrivains vont cultiver ce courant, comme les Frédéric Mistral et autre Alphonse Daudet. Sous leur plume, l'identité se colore d'un sentiment passéiste, nostalgique, rassurant, un soi-disant mode de vie naturel (aujourd'hui, on dirait écologique), en harmonie avec le sol et le climat, capable de résister aux changements et aux bouleversements de l'industrie et de l'économie. En rapport avec cette vision, se développe l'idée que la nationalité ne suffit pas, il faut aussi être de « *souche française* », avoir des ancêtres français, ceux qui ont, nous dit-on, inventé ce mode de vie admirable et qu'il faut préserver. Miracle donc, pour les paysans, qui sont tous promus d'office « *bons Français* ».

Dans l'entre-deux-guerres, on découvre l'existence et les mécanismes des groupes sanguins. Mais l'idée de race reste, comme une évidence. Pire, c'est le racisme, ainsi que l'eugénisme, qui montent en flèche dans toute l'Europe. 1933, Hitler prend le pouvoir. En

France, le 6 février 1934, les ligues fascistes attaquent l'Assemblée nationale. La République est préservée, mais un déchaînement d'idées racistes va envahir toute la presse. En 1935, les étudiants en médecine manifestent en nombre contre « *l'envahissement métèque* ».

En France, l'exacerbation nationale pousse à modifier le mythe des deux races ; il n'y a bientôt plus qu'une race française. L'eugénisme devient une science reconnue, enseignée à l'université. Un Alexis Carrel prône la stérilisation des « anormaux » et des « déficients ». Idée qui va déboucher à partir de 1939 sur l'opération T4 en Allemagne : l'assassinat de 100 000 handicapés et aliénés. Un peu plus tôt, aux Etats-Unis, 30 Etats se sont lancés dans une politique de stérilisation des « esprits faibles », entre 1917 et 1930.

En France, il y a un pôle de résistance à ce déferlement, ce sont les anthropologues. L'un d'eux, Paul Rivet (1876-1958), militant antifasciste, sera le fondateur du Musée de l'Homme, député socialiste sous le premier gouvernement de Front populaire. Il lance une revue militante « *Races et racisme* » (janvier 1937 à décembre 1939). Les rédacteurs y démontrent que le racisme allemand n'a aucun fondement scientifique. Boris Vildé y écrit, au sujet des races de l'Europe : « *Le problème d'une race aryenne n'existe pas, ne se pose même pas. Les grands groupes ethniques : germains, latins ou slaves n'existent pas davantage en tant que races, mais en tant qu'ensembles de populations, constituant des communautés linguistiques et culturelles définies* ». De même, Eugène Schreider écrit au sujet des juifs : « *Les juifs sont-ils reconnaissables ? Aucun anthropologue n'est arrivé à définir convenablement le type israélite, car les recherches prouvent qu'il y a, en réalité, une multitude de types différents* ».

Mais l'idée de race subsiste toujours. Là où les scientifiques de l'époque vont le plus loin, c'est en considérant, comme Lester et Millot, qu'il n'existe plus de race pure depuis longtemps. Mais cette manière de voir implique encore que les races humaines existent et que les races modernes sont impures car métissées. Ils reprennent donc l'opposition pur / impur. Même l'idée qu'il y a un lien entre race et caractères psychologiques subsiste. Le seul point clair pour les savants antiracistes de *Races et racisme*, c'est le refus d'une inégalité naturelle entre les races.

Dans la suite du travail de recensement des folklores entamé depuis un moment, le Musée national des Arts et traditions populaires est créé en 1937. Nous sommes alors sous le Front populaire, élu en 1936. Et cette poussée de gauche, qui est aussi une forte poussée ouvrière, va également marquer l'idée d'identité nationale. Au folklore essentiellement paysan jusque là, on ajoute une touche de folklore ouvrier, vague reflet de la lutte de classes, avec un petit côté moderne. Mais l'essentiel reste dominé par une vision plutôt méfiante envers les modernisations, et valorisant la tradition.

VICHY : LA RÉVOLUTION NATIONALE, L'IDENTITÉ EXACERBÉE

Le nazisme au pouvoir, les élites allemandes qui ne se sont pas opposées à son arrivée se mettent à son service à bras le corps. Ainsi, les médecins allemands, dans leur immense majorité, vont se sentir porteurs de l'homme nouveau allemand à créer de toute pièce. La grande majorité d'entre eux passe à l'acte, persuadés de la supériorité de la race et de la justesse de l'eugénisme.

Le Nord de la France occupé par les nazis, le Sud voit la mise en place du gouvernement de Vichy. Les anthropologues du Musée de l'homme sont écartés. Le premier réseau de résistance en France est organisé au Musée de l'homme. Mais les membres sont arrêtés au bout de quelques mois. A l'EPHE (Ecole pratique des hautes études), les juifs sont radiés de l'Université, la plupart des jeunes chercheurs arrêtés et exécutés au Mont Valérien ou déportés.

Ce sont leurs opposants qui vont avoir pignon sur rue. Les uns, Vallois, Gessain pensent que la France est faite de plusieurs races. Les autres, ultra-nationalistes, Montandon, Martial, Thooris, Briand, pensent qu'il n'y a qu'une seule race, la race française. Mais tous jugent que la « civilisation » française est en déclin, qu'il faut la sauver et régénérer sa population. Briand écrivait déjà avant guerre que le danger qui menace la cohésion nationale consiste en « *une immigration massive et un métissage sans contrôle dans un pays à natalité déficitaire* ». Il s'inquiète de « *la montée des classes inférieures* », et préconise d'augmenter la natalité et la qualité des nouveaux-nés comme sont en train de le faire les nazis en Allemagne, « *par une action psychologique et peut-être par des lois sociales* ».

L'école d'anthropologie devient en 1940 un lieu officiel d'enseignement de l'eugénisme raciste. Un article dit ceci : « *Il ne suffit pas d'obtenir plus d'enfants et même des enfants de meilleure qualité si on ne sait en faire des hommes ou des femmes capables de remplir leur devoir vis-à-vis de la race (...) Pour préparer des générations futures nombreuses et saines il tombe sous le sens que l'éducation physique et morale des futurs progéniteurs est un devoir indispensable* ». Et on y enseigne « *les lois eugéniques du III^e Reich* ». Briand a adhéré au parti national-socialiste en 1933, et a participé à la politique nazie de stérilisations forcées des « tarés », puis des « bâtards », comme les « métis » issus de soldats noirs qui ont participé à l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie en 1918.

Son collègue le docteur Alfred Thooris, écrit en 1942 : « *Dire qu'il n'y a pas de race juive, c'est méconnaître qu'elle soit seconde (i.e. une race pure) formée par reproduction en dedans. (...) Un Français qui profère une phrase que j'ai maintes fois entendue de la bouche d'hommes en place : "Il n'y a pas de race !" est un être impie, indigne de sa lignée. Autant dire : "Nous sommes tous des chiens de rue" C'est par l'orgueil et la conservation de sa race qu'un peuple survit. L'ordre biologique commande l'ordre politique. Le métissage est un désordre biologique qui entraîne le désordre politique et social.* »

Mais les anthropologues racistes les plus actifs seront Montandon et Martial. Montandon fait cette découverte : les juifs ne sont pas seulement une race, ils sont surtout une « ethnie », et elle est repérable par sa culture : « *L'ethnie juive, du point de vue culturel, est une communauté ethnique purement citadine (...) La vie citadine a conféré aux Juifs un caractère biologique propre (...) En laissant de côté les caractères héréditaires purement raciaux qui les signalent à vue, on constate chez les Juifs, par contraste avec la population indigène (c'est-à-dire nous autres Français) : un relâchement de la musculature, l'aplatissement de la cage thoracique, le voûtement du dos, l'aplatissement de la plante des pieds* ».

Pour Montandon, le seul moyen de distinguer le juif est sa « mentalité », qui est double : les juifs sont à la fois « asociaux » et cosmopolites : « *l'action juive, au lieu de se concentrer sur un territoire et une nation, porte sur tous les Etats* ». Les juifs représentent une menace de l'intérieur, le juif est ce qui menace l'identité nationale. Les lois de Vichy seront écrites dans cet esprit. L'exclusion des juifs (lois du 3 octobre 1940, puis du 2 juin 1941) est

justifiée par le fait qu'ils sont des « *non-nationaux* », des étrangers impossibles à assimiler. La même logique, qui avait amené la III^e République à établir une identité pour préserver la race française de la « *marée montante de l'immigration* », met maintenant en place un « *fichier juif* ».

L'identité nationale, sous Vichy, n'invente donc pas grand chose. Elle puise dans l'air du temps et dans l'extrême droite. C'est donc à la fois la mise à l'écart des immigrants, la hantise du métissage, la volonté d'amélioration de la race (par l'eugénisme mis en pratique, élimination des « *déficients* » d'un côté, sélection des « *surdoués* » de l'autre). Race et nation ne font plus qu'un, ce qui redonne au mot race sa coloration la plus ancienne, celle d'une lignée par le sang, vu comme une substance pure. Alexis Carrel, qui dispose sous Vichy une fondation, va jusqu'à proposer de « *supprimer les classes sociales et les remplacer par les classes biologiques* ». C'est bien la société qu'il s'agit de vouloir contrôler, maîtriser.

L'un des principaux idéologues de la Révolution nationale est René Gillouin, philosophe protestant et maurassien. Lui justifie la révision de la naturalisation des « *Français de fraîche date* », par laquelle 15 000 citoyens français, dont un tiers de juifs, redeviennent des étrangers, en le présentant comme un retour à l'âge d'or de l'Ancien régime.

Sous Vichy, on va également chercher à développer l'élément folkloriste, régionaliste, et relier la tradition aussi à la race. Là, il faut remarquer que si l'on met en exergue le paysan, l'artisan, on ne parle plus du tout de l'ouvrier, on prend une revanche sur Juin 36. Ce rétrécissement du « *populaire* » au seul « *paysan* » est notamment le fait d'un éminent linguiste, Albert Dauzat, professeur à l'École pratique des hautes études.

Dauzat nous donne les traits de caractère qui, selon lui, s'expliquent par « *la marque du sol* ». « *Dans les "pays plantureux", comme la Bourgogne ou la Touraine, le paysan est "bon vivant, plus large, plus ouvert", le Gascon est "de bonne humeur" et "vantard", le Méridional a en général "un esprit délié" et "une certaine répugnance aux travaux soutenus et de longue haleine", le Normand est "roublard" et "finaud". Le Lorrain est "tenace" tandis que le Breton est "d'une intelligence lente".* Dauzat conclut ce chapitre sur les origines de telles différences de caractère : « *A côté du sol et du genre de vie, la race et ses atavismes rendent compte de maints caractères régionaux* ». » (Régis Meyran)

Le résultat de tous ces ingrédients, récupérés et recyclés, c'est la Révolution nationale voulue par Pétain. On y trouve à la fois, selon Régis Meyran « *la pensée réactionnaire issue du XIX^e siècle (Maistre, Bonald, etc.), plusieurs éléments issus de la pensée révolutionnaire de 1789 (le drapeau, la Marseillaise, le 14 juillet par exemple), les idéaux de l'Action française –journal royaliste fondé en 1908- (la haine du parlementarisme, celle de l' "anti-France", le culte du chef et le retour à la terre), l'esprit des anciens combattants venant directement des liges de l'entre-deux-guerres, de type Croix-de-Feu (l'idéalisation du sacrifice, l'obéissance au chef), une certaine idéologie anti-libérale (le groupe X-crise, le personnalisme de Mounier), enfin une pensée venue de gauche, portée par des transfuges passés à l'extrême-droite (Déat, Doriot, etc.).* »

Sous Vichy, l'identité nationale va voir cette mythologie prendre une dimension énorme. Tous les moyens modernes sont mis à contribution, radio, cinéma, littérature. On associe l'image du chef de l'Etat à l'imagerie populaire et paysanne. On glorifie les héros « *français* » Jeanne d'Arc, Vercingétorix, mais aussi le paysan, l'artisan, la mère de famille.

Si on en croit les courriers interceptés par les flics de Vichy, 30 000 lettres par semaine, les Français seraient restés assez indifférents à tout cela. C'est possible, mais ils ne peuvent le dire publiquement. En public, c'est la voix du Maréchal, et de la nouvelle identité nationale qu'on entend, et elle seule.

Pour conclure sur Vichy, nous dirons seulement que ce n'est pas une parenthèse dans l'histoire de France et de son identité, non c'est une suite qui ne fait que reprendre et remodeler des concepts déjà présents, et la suite de l'histoire de l'identité nationale en conservera bien des valeurs.

A la libération de la France, un élément neuf va être ajouté à l'idée d'identité nationale : la Résistance. Toute personne qui peut arguer de sa participation, ou de son soutien à la Résistance, devient parée de l'auréole de Français d'excellence. Le mythe est élevé de manière conjointe par De Gaulle et par le Parti Communiste français, qui, à l'époque, est le premier parti de France, et use de son poids et de son autorité pour imposer aussi cette idée au sein de la population.

MAI 68, L'IDENTITE INUTILE

Lorsque Mai 68 surgit, que se passe-t-il ? Qu'en est-il alors de l'identité nationale, de cette idée ? Eh bien, elle disparaît, complètement, comme une brume matinale qui se lève sans qu'on s'en rende compte et fait place à un beau soleil : oubliée. Lorsque le gouvernement mènera la chasse au révolutionnaire (à l'époque) Cohn-Bendit, les manifestants répondront par ce slogan : « *Nous sommes tous des juifs allemands* ».

Mai 68 tourne le dos à l'idée d'une identité nationale unique, excluant qui que ce soit. Dans son livre « *Mai 68, un mouvement politique* », Jean-Pierre Duteuil reprend cette description, parue à l'époque dans les Cahiers de Mai n°3 (1^{er} août- 1^{er} septembre) un des journaux qui sont apparus comme une floraison nouvelle : « *D'un bout à l'autre du pays, dans toutes les branches de l'activité économique, une proportion considérable de travailleurs ont manifesté clairement, par des actes, leur volonté de prendre au plus tôt leurs affaires en main. On a vu se lever des hommes et des femmes qui, bien souvent, n'avaient jamais parlé politique avant le mois de mai, qui n'avaient jamais pris leur carte à un syndicat, et proposaient soudain des solutions neuves, originales, à toutes sortes de problèmes, qu'on réglait jusque-là sur leur dos, sans les consulter – sans même se douter, peut-être, qu'ils pouvaient s'intéresser à autre chose qu'aux voitures, au tiercé et aux vacances* ».

Duteuil répond aussi à une des critiques qui est faite envers Mai 68, celle qui accuse ce mouvement d'être une somme d'individualismes de toutes sortes et de divers domaines : « *La rencontre et l'interpénétration de la remise en question, du fonctionnement de ces différents secteurs de l'oppression sociale ont pu donner une apparence de fractionnement et d'éparpillement qui est à l'origine de l'accusation trop souvent faite au mouvement de Mai 68 d'être profondément individualiste. En fait, répond Duteuil, il s'est agi d'une tentative profonde et collective de poser tous les problèmes d'une société sans s'arroger le droit d'en considérer certains comme plus importants que les autres. C'est le début d'une prise de conscience collective de la multiplicité des problèmes que pose un réel changement social, et de la nécessité de les poser tous ensemble. Jusque là, les tentatives révolutionnaires en étaient*

restées à ne considérer que l'aspect politique, au sens institutionnel, d'un changement de gouvernement, alors que le mouvement de Mai affirme haut et fort que tout est politique ».

Oui, tout est remis en cause. On a tourné le dos à toute recherche d'identité nationale. On veut construire un nouveau monde. Mais, c'est là que l'observation de cet événement est intéressante, personne ne veut en finir avec la France, ne veut la démolir, ni de l'intérieur, ni de l'extérieur. On ne veut d'ailleurs exclure personne de la société, pas même les bourgeois, l'ennemi de classe ; on veut changer le monde, bourgeois et ouvriers à la fois. Alors que l'identité, elle, exclut toujours quelqu'un.

C'est sur les bases laissées au présent par l'histoire et le passé, que les esprits discutent, réfléchissent, et envisagent de rebâtir. On n'a nul besoin d'identité nationale, alors même qu'on pourrait imaginer que celle-ci est en grand danger. Le projet d'un avenir harmonieux rend l'identité nationale dépassée, fumeuse et inutile. L'identité nationale est seulement utile à l'acceptation du fonctionnement « normal » de la société en place.

DU GRECE AUX NEO-CONSERVATEURS, ON REMPLACE LA RACE COMPROMISE PAR LA CULTURE

Sans doute en réaction aux événements de Mai 1968, des intellectuels de l'extrême-droite française vont mettre en place en janvier 1969 un groupe de réflexion et réseau de propagande, le GRECE, Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne. On y trouve au départ des nostalgiques de l'Algérie française, de l'OAS. Puis des intellectuels le rejoignent, Pierre Gaxotte et Thierry Mounier de l'Action française, des partisans du racisme biologique comme l'universitaire Pierre Vial défenseur de la « race blanche », des libéraux comme le pétainiste Louis Rougier, mais encore le journaliste venu de l'extrême gauche Arthur Koestler ou le linguiste Georges Dumézil. Autour du GRECE, va également se créer le Club de l'Horloge en 1974, dont le but est de rapprocher le Front national à la droite républicaine.

Nous allons voir que le travail intellectuel et de lobby d'influence du GRECE mettra longtemps, mais que ce sont pour une grande part ces idées qui sont advenues, aujourd'hui, comme des évidences. Sur le problème de l'identité nationale, le GRECE va faire « *l'éloge de la différence culturelle érigée en absolu* ». Pour lui, la civilisation européenne est caractérisée par sa « *race blanche* » mais aussi par sa « *culture indo européenne* ». La nouveauté est là, on greffe l'idée de culture particulière qui serait liée à chaque race. Ainsi, il suffirait de montrer une supériorité de la culture pour démontrer une supériorité de la race elle-même.

Le GRECE, qui se présente aussi comme la Nouvelle droite, s'appuie fortement sur les travaux du linguiste Dumézil. Les travaux de comparatisme linguistique montrent en effet l'existence d'une langue mère indo-européenne (qui a engendré les langues romanes, germaniques, celtiques, baltes, grecques, indo-iraniennes, anatoliennes ainsi que l'albanais et l'arménien). Cette idée est aujourd'hui acceptée par la majorité des linguistes. Par contre, celle d'une unique culture, ou d'un unique peuple indo-européen, pur donc du point de vue racial, ne l'est pas du tout. Mais c'est la méthode du GRECE : il emprunte dans la recherche scientifique du moment les éléments qui lui conviennent, en oublie d'autres et fabrique sa tambouille.

Ainsi, on verra en 1978 Michel Poniatowski, proche de Giscard d'Estaing, ministre de la Santé, ministre de l'Intérieur, reprendre comme Alain de Benoist, l'un des fondateurs du GRECE, l'idée de « *civilisation blanche occidentale* ». Alain de Benoist est finaud. Il condamne « *tous les racismes* », mais il ajoute « *y compris, bien sûr, ceux qui se cachent sous le masque d'un "antiracisme de convenance"* ». En clair, il induit l'idée que les antiracistes ne seraient que des racistes d'une autre sorte. On l'a vu dans notre travail sur le racisme, c'est aujourd'hui non seulement entré dans beaucoup d'esprits, mais mis en musique par des organisations.

Mais ce n'est pas tout. Alors qu'on pourrait s'attendre qu'il conclue, comme d'habitude, à l'inégalité des races, de Benoist reste sur sa ligne : non, c'est fini, plus question de comparer ni les races, ni les cultures entre elles. Car, nous dit-il, « *toutes les races sont supérieures. Toutes ont leur génie propre* ». D'ailleurs, ajoute-t-il, il a personnellement de la sympathie pour les Chinois, les Noirs Américains, les Arabes. Mais, ajoute avec malice de Benoist « *l'intérêt que je porte à ces cultures, si vif qu'il puisse être, ne me permettra jamais de les apprécier de l'intérieur* ». On refuse donc toute hiérarchie des races et des cultures, mais c'est pour affirmer que celles-ci ne doivent surtout pas se mélanger, pour préserver leur identité spécifique.

Cela dit, on n'empêche pas celui qui le veut de se croire appartenir à une race, pardon, à une culture en fait supérieure, puisque si elle a besoin d'être préservée, et si les autres sont un danger pour elle, c'est ce que cela veut dire. D'ailleurs, certains ne vont pas se priver de le dire. Le 4 février 2012, à l'Assemblée nationale, Claude Guéant lance devant une association d'étudiants UMP, l'UNI, que « *nous devons protéger notre civilisation* » et que « *toutes les civilisations ne se valent pas* ». Et de suggérer que la civilisation française serait supérieure à celles « *qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes, la haine sociale ou ethnique* ». Sur France Inter, il confirme ses propos, et désigne l'islam sans le nommer, mais en prenant les exemples du voile intégral et les prières de rue.

La voie étant donc ouverte du haut même de l'Etat, une flopée de gens de toutes sortes se croient permis ou pire tenus de chevaucher dans la même direction. Ainsi de Luc Ferry, le philosophe, qui dans Le Figaro (9 février 2012), lance que pour lui, seule une « *morale débile* » l'empêcherait d'affirmer que la musique de Mozart est « *infiniment plus profonde* » que le « *flûtiau* » des peuples « *que Lévi-Strauss appelle les "sociétés sauvages"* ». Luc Ferry se croit d'une culture supérieure. Mais en l'occurrence, il n'est qu'un prétentieux.

Car, c'est Meyran et Rasplus qui répondent, on sait, grâce aux travaux de Gilbert Rouget et Simha Arom, que les musiques traditionnelles d'Afrique de l'Ouest, par exemple, sont largement aussi complexes que la musique de Bach ou de Mozart. Simplement, leur complexité a été poussée sur un autre plan. (« *Bach a poussé l'art du contrepoint à son acmé, dans un contexte musical polyphonique et tonal ; alors que les musiques africaines, essentiellement modales et polyrythmiques, sont d'un tel raffinement, avec ou sans "flûtiau", que les spécialistes sont bien en peine de pouvoir les écrire sur des partitions* »). En clair, le jugement de Ferry est une bêtise, mais il témoigne que, comme souvent, c'est d'une méconnaissance que celui qui se croit supérieur se nourrit lorsqu'il se glorifie d'être supérieur.

Pour résumer, nous dit Meyran, avec la Nouvelle droite, « *la culture vient remplacer la race comme vecteur principal de l'identité nationale ; la culture est une construction mythique faite d'éléments purs n'ayant pas varié depuis la nuit des temps ; la culture est*

utilisée comme explication totalisante du comportement et de la pensée des membres d'une même nation (culturalisme) » ; enfin, et c'est le point à retenir « chaque culture doit être maintenue séparée des autres, de façon à ce qu'elle conserve sa pureté (différentialisme) ».

Ce discours subtil se camoufle avec les habits du moment : un déguisement de tolérance. Il est à la base des idées du FN lorsqu'il va vouloir concurrencer celles de la droite républicaine. On affirme donc la supériorité de l'Occident, sa déculpabilisation par rapport à la colonisation ; on y dit l'inégalité des individus et des aptitudes des peuples ; on rejette même la colonisation puisqu'elle ne s'est pas faite « *au nom du respect de l'intégrité culturelle des peuples* ». L'essentiel est de parvenir à tout centrer sur l'idée d'une différence essentielle des cultures.

Progressivement, le discours des militants et des cadres du FN se modifie au fil de ses campagnes électorales. Le sociologue Sylvain Crépon observe que de plus en plus « *la notion d'identité nationale est traduite en termes d'appartenance culturelle* ».

Au milieu des années 1980 et dans les années 1990, une autre source va nuancer le discours. Cette source, ce sont les néo-conservateurs américains. Les inspirateurs se nomment Robert Kagan, Richard Perle, Samuel Huntington (le clash des civilisations, 1993). Cette droite a besoin d'un ennemi pour se définir. Elle va chercher à remplacer l'anticommunisme, désormais dépassé, par une peur de l'islam. Evidemment, les attentats du 11 septembre 2001 seront très largement utilisés. Mais cette idée existait déjà. Elle avait été développée une première fois pendant la Guerre froide. Elle est reprise et amplifiée sous Reagan et sous les deux mandats de Georges W. Bush. Depuis les années 2000, les néo-conservateurs américains, comme Christopher Caldwell, ont publié toute une littérature qui théorise l'idée d'une islamisation de l'Europe. Bat Ye'or a même baptisé l'Europe « Eurabia », car selon elle le continent est déjà arabisé.

L'historien italien Enzo Traverso explique que « *la vision de l'islam comme une menace pour la culture européenne et les identités nationales sert à souder une communauté par la peur, comme c'était le cas aux XIX^e et XX^e siècles avec l'antisémitisme* ».

Les partisans français des néo-conservateurs s'expriment dans les grands médias. Ils usent sans cesse du terme de communauté, pour mettre dans les crânes que les cultures sont bel et bien distinctes, différentes et propres à une population donnée. Pour le musulman français, le résultat de plusieurs années de discours plus ou moins agressifs, d'émissions, de sondages au sujet de l'Islam, est qu'il se sent réduit à sa seule religion. Un peu comme le juif l'est à sa « race » par l'antisémitisme. Il est mis sur la défensive, ce qui lui rend d'autant plus difficile de se sentir citoyen à part entière. Et ce, paradoxalement, alors qu'on le somme de s'intégrer...

LE CHOC DE LA CRISE DE 2007/2008

Sous la présidence Sarkozy, un ministère de l'Identité nationale a été mis en place. Son nom complet est ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Il sera assuré entre mai 2007 et janvier 2009, pendant un total de trois ans et demi donc, par l'UMP Brice Hortefeux puis par Eric Besson, qui provient du PS.

Hortefeux expliquera que cette création doit servir à mettre en avant un sujet, l'immigration, qui n'était pas traité par les gouvernements, et que son ministère rompait avec « *l'habitude d'occulter l'immigration du débat politique* ». L'immigration est un problème d'importance nationale, voilà ce que proclame la mise en place de cette institution, avec l'arrivée de Sarkozy au plus haut de l'Etat. Pour répondre aux critiques qui fusent contre cette création, Hortefeux enrobe son discours en ajoutant que « *le problème n'était pas l'immigration mais plutôt l'absence d'une politique d'immigration* ». Inutile de dire qu'aux yeux de ceux que vise cette politique, comme aux yeux de l'immense majorité qui y assiste, la nuance n'existe pas.

Eclate la crise de 2007/2008. Voici ce qu'en dit Meyran : « *Après la crise américaine des subprimes de l'été 2007, qui débouche sur une crise bancaire et financière mondiale à l'automne 2008, les Etats-nations occidentaux sont massivement touchés par des phénomènes de récession économique, avec leur lot de baisse de pouvoir d'achat, de chômage. Dans ce contexte difficile, les classes moyennes tendent à se prolétarianiser et les classes populaires tombent dans la pauvreté. Le phénomène a touché la France et a généré un grand nombre d'angoisses au sein de la population. Les gouvernements successifs, qui se sont montrés incapables de répondre clairement aux attentes des citoyens et de trouver des solutions aux difficultés économiques du moment, ont alors contribué à déplacer le problème économique vers un supposé problème "culturel" qui affectait le pays.*

« *Tout cela est bien connu, les historiens ayant montré, par exemple Pierre Laborie dans le cas des années 1930, qu'une crise économique peut provoquer un sentiment de ne plus appartenir à une communauté de destin. La certitude de partager un destin commun, ayant trait à un imaginaire collectif fédérateur, laisse place à un sentiment inquiétant d'incertitude, de flou sur lequel les idéologues peuvent alors facilement jouer pour exalter l'idée nationale. Il est alors facile pour des politiques souhaitant faire le plein d'électeurs de mettre en avant une identité culturelle mythique qui propose une vision restreinte et "pure" de la nation pour tenter de rassurer le citoyen. Faut-il rappeler, souligne très justement Meyran, qu'il s'agit pourtant d'un leurre, dans la mesure où l'angoisse est créée par une mauvaise situation économique, qu'aucune idéologie politique, aucune construction mythologique ne pourra résoudre ?* » (dans Les pièges de l'identité culturelle).

On voit le lien entre une situation matérielle de crise soudaine, et la nécessité ainsi que l'opportunité pour certains, de modifier la perception populaire des choses. Cette analyse rejoint d'ailleurs celle de Bounan.

Que nous disent les politiques, les gouvernants ? Que le « *bon vivre ensemble* » de la République est menacé, menacé par les femmes voilées, par la viande hallal, par les prières de rues, qu'il y a une « *insécurité culturelle* ». Et on en rend évidemment responsable l'économie mondialisée, à égalité avec les flux migratoires, les étrangers perturbateurs de l'espace de vie normal des Français.

Pour Régis Meyran, l'« *insécurité culturelle* » est proche de ce qu'on appelle aux USA le white backlash, théorie défendue par les néo-conservateurs, selon laquelle certaines populations « blanches », en difficulté socio-économique (emploi, scolarité, logement, etc.) en imputent la responsabilité à la fois aux élites politiques et à des populations « allogènes », minorités ou immigrés, jugées plus privilégiées.

LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT DIT AMEN AU CHOC DES CULTURES

Face aux offensives de droite et d'extrême droite, que fait-on à gauche ? En 2011, un collectif proche du PS, qui s'est nommé Gauche populaire, s'est mis en place. Il s'est fixé comme principe « *le commun plutôt que les identités, le social avant le sociétal, l'émancipation collective plus que l'extension infinie des droits individuels* ». Mais une scission s'est vite produite, entre une branche « intellectuelle » et la branche des « élus », qui vont garder l'étiquette de Gauche populaire. L'idée est alors de reconquérir le peuple en vue de gagner les élections à gauche, et bien entendu d'abord au profit du PS. Ce groupe a choisi de mettre en avant le thème de « *l'insécurité culturelle* ».

De quoi s'agit-il ? « *C'est le fait pour des gens de se sentir menacé de manière diffuse, nous dit Laurent Bouvet, membre de la Gauche populaire. Ce sont des gens qui sont dans un contexte où ils ne croisent pas forcément des étrangers ou des supposés étrangers tous les jours. Ce peut être des représentations à la télévision. Ces citoyens ne craignent pas seulement la délocalisation, le fait de perdre leur emploi, leur pouvoir d'achat, etc. Ils voient aussi une dégradation de leur statut, de leur mode de vie général et ils l'attribuent aux autres. En ce sens, c'est une insécurité qui est liée à l'insécurité économique et sociale* ».

Un autre membre de cette Gauche populaire, Denis Maillard, explique à peu près la même chose : « *le monde dans lequel j'étais, dans lequel je pensais pouvoir m'inscrire, le territoire sur lequel je pensais vivre, l'école sur laquelle je croyais pouvoir compter pour éduquer mes enfants, tout ça fait défaut. Le citoyen a un contrat moral avec la République : l'insécurité culturelle, c'est quand celle-ci n'honore plus sa part du contrat, quand les services de proximité – la maternité, le tribunal, l'hôpital – ferment, quand le train ne s'arrête plus à la gare voisine* ».

Voilà ce qu'ose pondre cette gauche ! Comme opération d'enfumage, d'oubli de la cause toute simple, évidente, de la crise, on ne fait pas mieux. Comme à droite, l'essentiel est de parler de tout sauf du responsable de la situation économique, sociale, politique, la crise capitaliste, le système capitaliste. Donc, à droite, on échafaude l'idée d'une insécurité due aux différences de culture, après quoi à gauche, on reconnaît que ce sentiment existe parmi la population...

Heureusement, certains réagissent, même seuls. Comme le sociologue Michel Wieworka qui remet en cause l'idée et le terme : « *Que signifie insécurité culturelle ? Cela veut dire que mon être est menacé par d'autres. Derrière tout cela, il y a beaucoup de peur, d'ignorance, de mauvaise foi, d'idéologie, de généralisation excessive. (...) Ce n'est pas parce que quelques centaines de femmes portent la burqa que le pays entier est menacé. En fait, on assiste en politique, soit à de l'excès, soit à du silence (... L'excès est repérable à droite et à l'extrême-droite : pour elles, la nation est menacée, l'identité française court de graves dangers, les immigrés mettent en péril notre être culturel. A gauche, il y a plutôt du silence (... Il y a une explication politique : ces thèmes divisent la gauche, et ce n'était pas le moment d'accentuer les divisions. Cette incertitude culturelle, faut-il l'imputer à l'islam, au multiculturalisme, à l'immigration ?* »

L'insécurité culturelle, elle est aussi dans la bouche de Monsieur Manuel Valls. Et lui aussi s'en sert pour enfumer l'origine du problème. Le 6 novembre 2012, devant l'Assemblée nationale, il relie la crise économique et la soi-disant crise culturelle : « *Nos concitoyens éprouvent un besoin essentiel en matière de sécurité, face à l'insécurité économique, face à*

l'insécurité dont il est ici plus particulièrement question – la violence, la délinquance -, mais aussi face à une forme d'insécurité identitaire, culturelle, tant il est vrai que des repères ont été perdus – M. Larrivé a évoqué une rupture en matière d'autorité ; et, si elle est incontestable, cette rupture n'a pas eu lieu il y a six mois : c'est une crise profonde que notre société traverse ».

Ségolène Royal aussi dit la même chose, et noie le même poisson économique, dans la même eau culturelle : *« jamais les insécurités économiques, sociales, culturelles, éducatives n'ont été aussi fortes, sauf pour les privilégiés. Des millions de Français ont le sentiment d'être déclassés, et même de "dévisser" ».*

En septembre 2013, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, met des actes sur ses paroles. Il déclare que seule une minorité de Roms souhaitait s'intégrer en France. *« Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres »,* explique-t-il. *« Il y a évidemment des solutions d'intégration mais elles ne concernent que quelques familles, c'est illusoire de penser qu'on règle le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion ».* *« Oui, il faut dire la vérité aux Français ».* *« Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation, il faut tenir compte de cela, cela veut bien dire que les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ».* *« J'ai décidé le démantèlement pour ces véritables bidonvilles, qui représentent à la fois un danger pour les populations d'origine rom mais aussi pour les habitants des quartiers populaires, car ces campements sont souvent installés en face de ces quartiers ».*

Le mode de vie de 15 000 Roms est *« en confrontation »*, ose dire Valls, avec celui de 65 millions de Français ! C'est non seulement une exagération, mais à cette échelle-là un mensonge, et surtout une lâcheté. Car les Roms, qui servent à Valls de bouc émissaire comme les musulmans aux néo-conservateurs, sont, eux, à la fois une minorité très peu nombreuse, inorganisée, pauvre, sans influence ni politique ni sociale d'aucune sorte, et qui plus est rejetés de leurs pays d'origine. Nous invitons ici le lecteur à lire les extraits d'un beau livre qui dit leur culture, leur réalité, une culture où nous aurions à prendre et à apprendre. Ce livre s'intitule *« Tsiganes »*, il est d'un auteur hollandais, Jan Yoors, qui a vécu parmi ceux qu'il raconte (éditions Phébus 1990). (Des extraits sont sur le site louvrier.org, rubrique Autres textes, L15)

L'IDENTITÉ MALHEUREUSE... DE FINKIELKRAUT

Le philosophe Alain Finkielkraut a écrit un ouvrage qu'il a intitulé *« L'identité malheureuse »* (Stock 2013). Il reprend à sa manière un historique de l'idée d'identité, et il explique que cette notion ne pouvait exister sous le règne de l'aristocratie : *« Tant que le principe hiérarchique régissait le vivre-ensemble, les êtres se définissaient par leur extraction. La naissance prévalait sur la nation. L'ascendance était l'appartenance dominante. Dans l'univers aristocratique, rappelle Tocqueville, on ne voyait de semblables que dans les membres de sa caste. Et l'on ne faisait pas d'exception pour ses compatriotes. Sujets du même monarque, le noble et le vilain n'en restaient pas moins séparés par un fossé quasi infranchissable. Mme du Châtelet, muse de Voltaire et traductrice de Newton, se déshabillait sans le moindre embarras devant ses gens, "ne tenant pas bien établi, écrit Tocqueville, que les valets fussent des hommes". »*

L'idée même d'une identité qui serait communément partagée ne pouvait apparaître qu'avec une révolution qui met l'ensemble des humains dans une certaine égalité. « *Pour que surgisse en pleine lumière l'ancrage de tous dans un même passé et qu'advienne quelque chose comme une identité commune*, écrit Finkielkraut en évitant de parler de révolution, *il a fallu que se produise, sous l'effet du rapprochement des conditions, cet évènement culturel majeur : la généralisation du sentiment du semblable.* » « *L'identité nationale*, conclut-il, *est donc fille de l'égalité* ».

Finkielkraut efface donc la révolution française ou d'une manière plus générale la révolution bourgeoise, pour la remplacer par un « *évènement culturel* » dont on se demande d'où il est sorti. Mais surtout, il passe allègrement, comme s'il s'agissait d'une évidence indiscutable, objective, sur l'idée que l'identité sera « *l'ancrage de tous dans un même passé* ». Alors que, nous l'avons vu avec le travail de Régis Meyran, c'est tout un travail de construction idéologique, époque après époque, couche après couche, qui va échafauder et malaxer une somme d'idées les plus diverses pour forger une notion d'identité nationale.

Ce qui nous est montré par Meyran comme une construction arbitraire, ne réussissant parfois d'ailleurs pas toujours à toucher ni à convaincre, nous est annoncé par Finkielkraut comme une découverte sublime et magnifique de quelque chose qui existait déjà mais qui ne pouvait être vu du fait du régime aristocratique et de ses manières de voir et de penser.

Finkielkraut s'en prend à l'Europe, parce qu'il considère qu'elle se refuse à assumer son identité. Du fait de « *sa sanglante histoire* », dit-il, l'Europe « *ne veut pas entendre parler d'appartenance* ». « *Elle est l'entrée des Européens dans l'âge postidentitaire* ». Ainsi, quand il s'agit d'illustrer les billets de sa monnaie commune, elle représente des ponts. « *Des ponts et non des symboles nationaux. Des ponts pour conjurer les malélices de l'autochtonie. Des ponts pour fuir les déterminations. Des ponts pour remplacer les murs. Des ponts pour mettre fin au règne funeste de la frontière. Des ponts pour dire que l'Europe n'est pas un lieu mais un lien, un passage, une passerelle et que loin d'incarner une civilisation particulière, elle s'élève au-dessus de tous les particularismes* ».

En résumé, pour Finkielkraut, l'Europe prétend s'ouvrir, devenir plus moderne que les nations qui avaient une identité. Cela peut se comprendre, car elle a un lourd passé de guerres mondiales, de colonialisme. Toutes choses qui doivent la rendre humble. Mais en voulant trop se repentir et aujourd'hui accepter tout le monde, toutes les cultures, en oubliant aussi ses racines, l'Europe ne prend pas un bon chemin. Pour lui, cette manière de voir est tout à fait regrettable : « *Car la France*, dit-il, *est à l'image de l'Europe et l'Europe a cessé de croire en sa vocation passée, présente ou future à guider l'humanité vers l'accomplissement de son essence.* »

Le gouvernement Sarkozy a voulu lancer un débat en novembre 2009 sur l'identité nationale. Selon Finkielkraut, ce débat, utile, n'a pas pu avoir lieu, du fait d'une levée de boucliers des gens de gauche. Pourtant, ajoute-t-il, le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire Eric Besson, avait d'avance capitulé devant la manière de voir de l'Europe et de la gauche, puisqu'il avait déclaré (5 janvier 2010) : « *La France n'est ni un peuple, ni une langue, ni un territoire, ni une religion, c'est un conglomérat de peuples qui veulent vivre ensemble* ». Et Finkielkraut de rappeler, pour l'applaudir, ce qu'avait pu dire De Gaulle : « *Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne* ».

Finkielkraut s'exaspère aussi devant Jean-Paul Demoule, chercheur en protohistoire européenne, lorsque celui-ci écrit : « *Il faut arrêter de penser qu'il y aurait une "France éternelle", à l'identité immobile, que l'arrivée récente de populations extérieures viendrait bousculer. Sur le temps long, on voit les choses autrement, l'histoire est un lent continuum de brassages, elle est une recomposition permanente* ».

Mais à ce que dit Demoule, Finkielkraut ne répond que par une pirouette, pour répéter, imperturbablement sa conviction, et il se contente de faire de la dérision : « *Nous apprenons que ce n'est pas la France qui vient du fond des âges, comme le voulait, après Péguy, le général de Gaulle, mais le brassage des populations. Conclusion : le changement démographique n'affecte pas l'identité de la nation, car celle-ci n'a d'autre identité que le changement perpétuel* ».

Mais pour pouvoir s'accrocher à sa « *France qui vient du fond des âges* », Finkielkraut, plus royaliste que le roi, conserve la nostalgie du bon vieux temps où l'on enseignait à tous les petits Français, de France métropole, d'Algérie, de Tunisie, ou d'ailleurs, la formule « *nos ancêtres les Gaulois* », qu'il défend parce qu'elle « *était conçue comme un moyen d'intégrer dans une même histoire des écoliers venus de pays différents* ».

Finkielkraut a été de ceux qui se sont battus pour que le voile à l'école devienne interdit par la loi. Pour lui, c'était là un problème, le symptôme même d'une crise de l'identité française. « *On ne fait pas la même expérience, on n'est pas confronté à la même réalité,* écrit-il, *quand on voit des femmes revêtues du voile et a fortiori du voile intégral dans les rues de Kaboul, du Caire ou de Téhéran et quand on en croise dans les rues ou sur les marchés de nos villes.*

« *Dans le premier cas, on ne sent pas chez soi et on n'est effectivement pas chez soi. Démocrates mais dégrisés de nos entreprises impérialistes, revenus de nos prétentions à porter partout la bonne parole, nous avons pris acte de l'irréductible diversité des manières d'être et nous avons acquis la sagesse posthégélienne de la limite. Cette sagesse nous dit qu'à l'étranger notre sentiment d'étrangeté est la norme et nous met solennellement en garde contre toute guerre de civilisation.*

« *Dans le second cas, on ne se sent plus chez soi et la même sagesse se refuse à voir le port du niqab ou de la burqa, qu'ils soient portés par contrainte ou arborés par conviction, transformer nos mœurs en option facultative. Aussi choisit-elle la voie de l'interdiction. Voie républicaine ? Pas seulement. L'Etat ne se contente pas de défendre des principes de fraternité, de laïcité ou d'égalité que d'ailleurs les partisans de l'autorisation ont retournés contre lui. Il défend – et voici donc ce qui aux yeux de Finkielkraut définirait l'identité - un mode d'être, une forme de vie, un type de sociabilité, bref, risquons le mot, une identité commune.* »

Finalement, Finkielkraut se positionne en prétendant vouloir tenir compte du passé impérialiste de l'Europe et de la France, mais en refusant pour autant de se comporter en pénitent, comportement qu'il attribue à ceux qui sont pour accepter l'immigration sans y voir de problème, ou le fait que des cultures différentes puissent se côtoyer : « *Il nous faut combattre la tentation ethnocentrique de persécuter les différences et de nous ériger en modèle idéal sans pour autant succomber à la tentation pénitentielle de nous déprendre de*

nous-mêmes pour expier nos fautes. La bonne conscience nous est interdite mais il y a des limites à la mauvaise conscience ».

Tout de même, Finkielkraut se dit conscient du danger de sa prise de position : « *La cohésion – celle à laquelle il aspire – peut à nouveau reposer sur le pire, dit-il. Le sentiment d'être ensemble et de former non un triste agrégat sans âme mais une communauté vivante peut se reconstituer face à l'immigré perçu comme un envahisseur, érigé en ennemi et affligé de toutes les tares (...) C'est déjà le cas en Grèce où les adhérents du parti qui a choisi le nom étrangement poétique d'Aube dorée répondent à la crise, c'est-à-dire à l'effondrement vertigineux du niveau de vie, par des attaques parfois meurtrières contre les travailleurs clandestins ».*

N'empêche, la conclusion de son ouvrage reste focalisée sur l'immigration : « *Je disais en commençant, écrit-il, que le changement n'est plus ce que nous faisons mais ce qui nous arrive, et ce qui nous arrive, en France et dans une Europe devenue malgré elle continent d'immigration, c'est la crise du vivre-ensemble ».* Et encore : « *Le régime dissimule, sous les envolées et les éclats de voix des joutes électorales, l'incapacité grandissante de la politique à infléchir le cours des choses, il gère au jour le jour la désintégration nationale, il accompagne, comme il le peut, les conséquences d'une transformation démographique - c'est nous qui soulignons - qui n'a donné lieu à aucun débat, qui n'a même été décidée par personne. »*

Oui, sauf que cette immigration est due au capitalisme, à son besoin de main d'œuvre bon marché, à ses besoins de chair à canon, de chair à exploiter. C'est le capitalisme qui ne fait pas l'objet de débat. Pour Finkielkraut pas plus que pour les autres.

Finalement, on ne peut que l'observer, la position de Finkielkraut rejoint, de fait, et en bonne partie, celle des extrêmes droites qui ont remplacé la notion de race par l'idée de culture, et qui affirment que, certes toutes les cultures sont importantes, toutes doivent être respectées, mais qu'il faut éviter qu'elles s'interpénètrent l'une l'autre, que là est le danger. Ce qui implique que l'immigration par une population d'une « *autre culture* » est d'office un problème pour l'identité.

« Quand le cybercafé s'appelle "Bled.com" et que la boucherie ou le fast-food ou les deux sont halal, écrit Finkielkraut, (...) (les autochtones) font l'expérience déroutante de l'exil. Quand ils voient se multiplier les conversions à l'islam, ils se demandent où ils habitent. Ils n'ont pas bougé, mais tout a changé autour d'eux. Ont-ils peur de l'étranger ? Se ferment-ils à l'autre ? Non, ils se sentent devenir étrangers sur leur propre sol. Ils incarnent la norme, ils se retrouvent à la marge ».

Finkielkraut reprend ici une série de banalités, alors que chacun des points qu'il évoque est hautement discutable. Car non, le Français « *de souche* » ne représentait nullement une norme. Avant l'effondrement des gauches, notamment communiste, il y avait au moins deux identités, l'une ouvrière, l'autre de droite, et pas « *une norme* ». Quant aux changements de religion, Finkielkraut devrait se demander comment ont vécu cela les Français de souche lors des guerres de religion, qu'il efface allègrement pour ne reprendre qu'une idée fautive : celle d'un passé idyllique et simplement, naturellement et uniquement chrétien.

Finkielkraut dénonce donc le « *multiculturalisme* ». « *La France avance donc, écrit-il, elle accélère même et, au nom de la diversité qu'elle place aussi haut désormais que les trois*

grands vocables de la devise républicaine, elle se désencombre de ses morts, elle abandonne son vieux jargon, elle sacrifie sans hésiter le meilleur de son être à la révolution technologique et à la lutte contre les discriminations ».

Surtout, Finkielkraut refuse absolument de voir les racines économiques en général, et la crise en particulier, comme moteur, comme terreau au développement des idées identitaires ou communautaires. Ainsi, au sujet des nuits d'émeutes comme il y en a dans les cités, notamment suite à des interventions policières, il écrit carrément : *« A vouloir expliquer ce genre d'évènements par le chômage, l'exclusion ou les brutalités policières, on ne se donne pas les moyens de les prévenir, on leur fournit gracieusement un alibi ».*

... ET L'IDENTITÉ PLUS HEUREUSE D'AMIN MAALOUF

A l'opposé de Finkielkraut, triste et nostalgique, presque désespéré de voir sa mythique identité française s'évaporer par tous les bouts, on peut trouver une autre manière d'appréhender la notion d'identité, avec l'écrivain libanais Amin Maalouf, et son livre *« Les identités meurtrières »* (Grasset 1998).

L'un des multiples intérêts à lire Maalouf est qu'il décrit dans le détail les processus psychologiques, les sentiments intimes, par lesquels l'idée d'identité nous guide dans nos réactions, ou comment elle nous est inculquée. De ce point de vue, il est mille fois plus proche de ce que ressent quelqu'un du peuple que Finkielkraut. Mais il a surtout une vision de l'identité, à partir de la sienne, qui apporte de l'oxygène là où Finkielkraut nous donne le sentiment d'étouffer.

Amin Maalouf est né au Liban, sa langue maternelle est l'arabe, il vit en France depuis 22 ans lorsqu'il écrit son étude, en Français. *« Ce qui fait que je suis moi-même et pas un autre, nous dit-il, c'est que je suis ainsi à la lisière de deux pays, de deux ou trois langues, de plusieurs traditions culturelles. C'est précisément cela qui définit mon identité. Serais-je plus authentique si je m'amputais d'une partie de moi-même ? » « Moitié français, donc, et moitié libanais ? demande Maalouf. L'identité ne se compartimente pas, elle ne se répartit ni par moitiés, ni par tiers, ni par plages cloisonnées. Je n'ai pas plusieurs identités, j'en ai une seule, faite de tous les éléments qui l'ont façonnée, selon un "dosage" particulier qui n'est jamais le même d'une personne à l'autre ».*

Maalouf ne craint pas la multiplicité des cultures et des identités. Maalouf, ne craint pas que les cultures se côtoient, s'interpénètrent, et il affirme s'être construit de cet alliage particulier, que celui-ci est même ce qui le caractérise. Ayant vécu et côtoyé une région où la guerre s'est nourrie des identités différentes, il craint au contraire l'idée qu'il n'y ait qu'une identité de possible pour chaque individu, que chaque identité soit frileuse, qu'elle vive et entretienne la peur des autres.

Maalouf raconte : *« Parfois, lorsque j'ai fini d'expliquer, avec mille détails, pour quelles raisons précises je revendique pleinement l'ensemble de mes appartenances, quelqu'un s'approche de moi pour murmurer, la main sur mon épaule : "Vous avez eu raison de parler ainsi, mais au fin fond de vous-même, qu'est-ce que vous vous sentez ?". Cette interrogation insistante m'a longtemps fait sourire. Aujourd'hui, je n'en souris plus. C'est qu'elle me semble révélatrice d'une vision des hommes fort répandue et, à mes yeux, dangereuse. Lorsqu'on me demande ce que je suis "au fin fond de moi-même", cela suppose*

qu'il y a, "au fin fond" de chacun, une seule appartenance qui compte, sa "vérité profonde" en quelque sorte, son "essence", déterminée une fois pour toutes à la naissance et qui ne changera plus ; comme si le reste, tout le reste – sa trajectoire d'homme libre, ses convictions acquises, ses préférences, sa sensibilité propre, ses affinités, sa vie, en somme – ne comptait pour rien. Et lorsqu'on incite nos contemporains, conclut-il, à "affirmer leur identité" comme on le fait si souvent aujourd'hui, ce qu'on leur dit par là c'est qu'ils doivent retrouver au fond d'eux-mêmes cette prétendue appartenance fondamentale, qui est souvent religieuse ou nationale ou raciale ou ethnique, et la brandir fièrement à la face des autres. »

« "Mises en demeure de choisir", "sommées", disais-je. Sommées par qui ? Pas seulement par les fanatiques et les xénophobes de tous bords, mais par vous et moi, par chacun d'entre nous. A cause, justement, de ces habitudes de pensée et d'expression si ancrées en nous tous, à cause de cette conception étroite, exclusive, bigote, simpliste qui réduit l'identité entière à une seule appartenance, proclamée avec rage. C'est ainsi que l'on "fabrique" des massacres, ai-je envie de crier ! » « Par facilité, dénonce Maalouf, nous englobons les gens les plus différents sous le même vocable, par facilité aussi nous leur attribuons des crimes, des actes collectifs, des opinions collectives – "les Serbes ont massacré...", "les Anglais ont saccagé...", "les Juifs ont confisqué...", "les Arabes refusent..." Sans état d'âme nous émettons des jugements sur telle ou telle population qui serait "travaillieuse", "habile" ou "paresseuse", "susceptible", "sournoise", "fière" ou "obstinée", et cela se termine quelque fois dans le sang. »

Ce qui est sûr, c'est que des massacres commis au nom de l'identité, Maalouf en a côtoyé un peu plus que le très parisien Finkelkraut. *« Pour avoir vécu dans un pays en guerre, dans un quartier soumis à un bombardement en provenance du quartier voisin, pour avoir passé une nuit ou deux dans un sous-sol transformé en abri, avec ma jeune femme enceinte et mon fils en bas âge, les bruits des explosions au-dehors, et au-dedans mille rumeurs sur l'imminence d'une attaque ainsi que mille racontars sur des familles égorgées, je sais parfaitement que la peur pourrait faire basculer n'importe quelle personne dans le crime ».*

« Souvent, remarque Maalouf, l'identité que l'on proclame se calque – en négatif – sur celle de l'adversaire. Un Irlandais catholique se différencie des Anglais par la religion d'abord, mais il s'affirmera, face à la monarchie, républicain (...) »

Et il ajoute avec pertinence : *« C'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer ».* *« On a souvent tendance à se reconnaître, d'ailleurs, dans son appartenance la plus attaquée ; parfois, on ne se sent plus la force de la défendre, on la dissimule, alors elle reste au fond de soi-même, tapie dans l'ombre, attendant sa revanche ; mais qu'on l'assume ou qu'on la cache, qu'on la proclame discrètement ou bien avec fracas, c'est à elle qu'on s'identifie. L'appartenance qui est en cause – la couleur, la religion, la langue, la classe...- envahit alors l'identité entière. Ceux qui la partagent se sentent solidaires, ils se rassemblent, se mobilisent, s'encouragent mutuellement, s'en prennent à "ceux d'en face". Pour eux, "affirmer leur identité" devient forcément un acte de courage, un acte libérateur... »*

Maalouf cherche la raison qui expliquerait la facilité avec laquelle la notion d'identité est utilisée pour faire faire guerres et massacres. *« Si les hommes de tous pays, de toutes conditions, de toutes croyances se transforment aussi facilement en massacreurs, si les fanatiques de tous poils parviennent aussi facilement à s'imposer comme les défenseurs de*

l'identité, c'est parce que la conception "tribale" de l'identité qui prévaut encore dans le monde entier favorise une telle dérive ; une conception héritée des conflits du passé, que beaucoup d'entre nous rejetteraient s'ils l'examinaient de plus près, mais à laquelle nous continuons à adhérer par habitude, par manque d'imagination, ou par résignation, contribuant ainsi, sans le vouloir, aux drames par lesquels nous serons demain sincèrement bouleversés ».

« Le monde est couvert de communautés blessées, qui subissent aujourd'hui encore des persécutions ou qui gardent le souvenir de souffrances anciennes, note Maalouf qui ajoute, et qui rêvent d'obtenir vengeance ».

Pour dépasser l'idée d'identité venue du passé et qui mène donc au meurtre, Maalouf compte sur la mondialisation. Partout où se côtoient des groupes humains qui se sont opposés, comme les Hutus et les Tutsis, les chrétiens et les musulmans, des juifs et des arabes, des serbes et des albanais, etc ; partout existe aussi une minorité qui, comme lui, libanais et français, dispose d'un mélange, d'une combinaison des identités : un hutu amoureux d'une tutsie, un arabe de religion juive, etc. Et le brassage de plus en plus accéléré fera grandir cette population. *« N'est-ce pas le propre de notre époque que d'avoir fait de tous les hommes, en quelque sorte, des migrants et des minoritaires ? Nous sommes tous contraints de vivre dans un univers qui ne ressemble guère à notre terroir d'origine ; nous devons tous apprendre d'autres langues, d'autres langages, d'autres codes ; et nous avons tous l'impression que notre identité, telle que nous l'imaginions depuis l'enfance, est menacée ».*

Alors, estime Maalouf, *« ceux parmi eux qui pourront assumer pleinement leur diversité serviront de "relais" entre les diverses communautés, les diverses cultures, et joueront en quelque sorte le rôle de "ciment" au sein des sociétés où ils vivent. »*

Là où Finkielkraut ne comprend pas que l'immigré ne veuille pas forcément de sa culture bien française, Maalouf lui répond : *« Plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil ».* Et il ajoute, à destination de l'immigré cette fois : *« Plus vous vous imprégnez de la culture du pays d'accueil, plus vous pourrez l'imprégner de la vôtre ».* Ce que Finkielkraut ne comprend pas, ce dont il ne tient pas compte, c'est de la légitime fierté de l'immigré, cet immigré qui sait un peu du passé de sa communauté. Finkielkraut lui donne l'ordre de s'assimiler, de réciter *« nos ancêtres les gaulois ».* Mais, *« lorsqu'on sent sa langue méprisée, sa religion bafouée, sa culture défavorisée, répond Maalouf, on réagit en affichant avec ostentation les signes de sa différence ; lorsqu'on se sent, au contraire, respecté, lorsqu'on sent qu'on a sa place dans le pays où l'on a choisi de vivre, alors on réagit autrement ».* *« Si celui dont j'étudie la langue ne respecte pas la mienne, parler sa langue cesse d'être un geste d'ouverture, il devient un acte d'allégeance et de soumission ».*

On le voit, Maalouf a parfaitement intégré le passé et la relation de domination qu'elle comporte, dans sa manière de voir et comprendre. Alors que Finkielkraut l'ignore, ne la mentionne jamais, qu'il pense l'autre comme un supposé égal à lui, ou pire comme un envahisseur, c'est-à-dire au fond comme quelqu'un qui se comporte aujourd'hui comme se sont comportés les Européens, des conquistadores aux croisades et des esclavagistes aux colonisateurs. Finkielkraut a beau se revendiquer du passé de son père, juif polonais déporté, il ne se montre pas capable de se mettre dans la peau des autres opprimés, dans son Identité malheureuse.

Maalouf, lui, distingue entre ce que ressent le dominé et le dominant. Ainsi, dit-il, « lorsque les musulmans du tiers-monde s'en prennent violemment à l'Occident, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont musulmans et que l'Occident est chrétien, c'est aussi parce qu'ils sont pauvres, dominés, bafoués, et que l'Occident est riche et puissant. » Et il ajoute : « J'ai écrit "aussi". Mais j'ai pensé "surtout". » « Vous pourriez lire dix gros volumes sur l'histoire de l'islam depuis les origines, vous ne comprendriez rien à ce qui se passe en Algérie, écrit-il en 1998. Lisez trente pages sur la colonisation et la décolonisation, vous comprendrez beaucoup mieux ».

Maalouf sent bien que la domination sur le tiers-monde existe toujours. - c'est ce que nous appelons l'impérialisme -. Tandis que Finkielkraut s'en lave un peu vite les mains, en mettant colonialisme et esclavage au passé, pour ne garder au présent qu'une vague nécessité morale de ne plus se comporter de cette mauvaise manière à l'avenir, Maalouf essaye de nous dire ce qu'ont pu ressentir les populations arabes et musulmanes lorsqu'elles ont vu la civilisation occidentale les pénétrer, s'imposer, les dominer. On oublie trop souvent en Occident, que durant des siècles, l'Europe se retrouvait arriérée, conservatrice, intolérante et fermée, tandis que l'Islam a été une civilisation ouverte, en pointe dans les arts, la culture, la science. « Ce ne fut pas une courte parenthèse, rappelle Maalouf. Du VII^e jusqu'au XV^e siècle, il y eut à Bagdad, à Damas, au Caire, à Cordoue, à Tunis, de grands savants, de grands penseurs, des artistes de talent ; et il y eut encore de grandes et belles œuvres à Ispahan, à Samarcande, à Istanbul, jusqu'au XVII^e siècle et parfois au-delà. (...) et il est significatif que Maimonide ait choisi d'écrire en arabe *Le Guide des égarés*, l'un des monuments de la pensée juive ».

Et puis, au 18^e, au 19^e, au 20^e siècle, tout est venu d'Occident : « le capitalisme, le communisme, le fascisme, la psychanalyse, la bombe atomique, l'écologie, l'électricité, l'avion, l'automobile, le téléphone, la télévision, l'informatique, la pénicilline, la pilule, les droits de l'homme, et aussi les chambres à gaz... » « Cette réalité n'est pas vécue de la même manière, précise encore très justement Maalouf, par ceux qui sont nés au sein de la civilisation dominante et par ceux qui sont nés en dehors. Les premiers peuvent se transformer, avancer dans la vie, s'adapter, sans cesser d'être eux-mêmes ; on pourrait même dire que, pour les Occidentaux, plus ils se modernisent, plus ils se sentent en harmonie avec leur culture, seuls ceux qui refusent la modernité se retrouvent dépassés. Pour le reste du monde, pour tous ceux qui sont nés au sein des cultures défaites, la réceptivité au changement et à la modernité s'est posée en termes différents. Pour les Chinois, les Africains, les Japonais, les Indiens ou les Amérindiens, et aussi pour les Grecs et les Russes autant que pour les Iraniens, les Arabes, les Juifs ou les Turcs, la modernisation a constamment impliqué l'abandon d'une partie de soi-même. Même quand elle suscitait parfois l'enthousiasme, elle ne se déroulait jamais sans une certaine amertume, sans un sentiment d'humiliation et de reniement. Sans une interrogation poignante sur les périls de l'assimilation. Sans une profonde crise d'identité. »

Maalouf ne fait pas une confiance aveugle dans la mondialisation. Il dit son inquiétude, car il y a des raisons de craindre qu'elle se traduise par la domination d'une seule et unique forme de culture, et son hégémonie sur les autres. « Les risques d'hégémonie sont réels ». « Il ne fait pas de doute que la civilisation occidentale a acquis, depuis des siècles, un statut privilégié par rapport à toutes les autres, celles de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique précolombienne et de l'Europe orientale, qui se sont retrouvées de plus en plus marginalisées, et proprement influencées, pour ne pas dire remodelées par l'Occident chrétien. Il ne fait pas de doute non plus qu'avec l'écroulement de l'Union soviétique, les

pays occidentaux ont réussi à rétablir la prééminence absolue de leur système économique et politique, qui est en train de devenir la norme pour le monde entier ».

Finalement, Maalouf ne peut qu'inciter, moralement, à une autre manière, pour chacun, de concevoir l'identité. « *Chacun devrait pouvoir inclure dans ce qu'il estime être son identité, une composante nouvelle, appelée à prendre de plus en plus d'importance au cours du nouveau siècle, du nouveau millénaire : le sentiment d'appartenir aussi à l'aventure humaine* ». Nous pouvons applaudir à cette idée, et y voir d'autres mots que les nôtres pour dire notre conception d'une humanité socialiste.

Mais c'est notre devoir d'ajouter aussi qu'en face de cette idée, se trouvent des gens armés, des appareils d'Etat, qui utilisent et manipulent leur idée de l'identité, et qui sont les pires ennemis d'une vision ouverte à « *l'aventure humaine* ».

L'IDENTITE QUI EXCLUT

Si l'on tente maintenant de résumer ce que nous avons vu concernant le problème de l'identité nationale, que ce soit au cours de l'histoire ou dans la période contemporaine, on peut dire pour commencer que c'est un mythe, une construction de l'esprit, et non pas la description d'une réalité objective. Ensuite, que cette construction est le seul fait des élites, de milieux proches ou au service des pouvoirs, des puissants ou, s'ils en sont plus loin, de gens tout de même soucieux de préserver un système dominé par les plus riches, parce qu'ils pensent que c'est le meilleur pour eux. Cette construction est ensuite et seulement ensuite, selon les moments, les occasions, plus ou moins infusée dans les milieux populaires. Enfin que ce passage, d'une partie au moins de la manière de considérer l'identité, des élites à la population la plus large, ne se produit pas sur commande. Elle a besoin de s'appuyer sur des moments importants de l'histoire, qu'il s'agisse de révolution, moment qui construit lui aussi ses mythes, ou, et c'est le problème récurrent du capitalisme, lors d'une crise.

Une autre observation d'importance est que, contrairement à ce que l'on aurait pu penser de premier abord, même si elle affirme un état de fait, si elle définit un certain nombre de caractères identifiant chaque individu ou chaque famille comme appartenant ou non à l'identité en question, l'identité nationale est en réalité et profondément bâtie sur une manière de voir en fait négative, qui se doit d'exclure certains. On l'a vu depuis l'instauration de la première carte d'identité, et cela s'est toujours poursuivi par la suite, et continue. Ne changent un peu, selon les périodes, que les catégories destinées à l'exclusion.

Les choses se passent d'ailleurs comme si le système avait besoin en permanence d'ennemi, et peut-être même de deux ennemis, à l'extérieur et à l'intérieur. Les deux se justifiant et se confirmant l'un l'autre. L'anticommunisme visant l'URSS ou les pays du camp soviétique allait de pair, durant la Guerre froide, avec un anticommunisme tout aussi puissant au sein des pays du monde se disant « libre ». De même, la peur de l'islam nous est présentée avec une face double. A l'intérieur, cette religion est une menace pour le mode de vie, la civilisation occidentale, sa démocratie, ses libertés. A l'extérieur, une organisation comme Al Qaïda est le symbole d'une menace globale et invasive.

L'exclusion à la base de l'identité n'a pas besoin d'être matériellement concrétisée. L'important, pour le fonctionnement social qui motive sa construction, est que, dans les têtes, l'on considère effectivement comme différentes ces catégories. Mais on ne doit jamais perdre

de vue à l'esprit que, dans le système politique bourgeois, la démocratie parlementaire, l'on peut passer d'une exclusion virtuelle, en paroles, à une exclusion, voire à une élimination physique de l'autre, de celui qui a été mis hors de l'identité.

EN CONCLUSION

Pour notre part, nous sommes communistes. Si la bourgeoisie a su unir dans une même nation et une même identité des populations aussi différentes que des Bretons et des Provençaux, de mode de vie, de langue, parfois de religion fort différentes, il n'y a pas de raison de penser que n'importe quel humain, s'il est libre de le décider, si c'est son choix, puisse vivre avec n'importe quel groupe humain, indépendamment des cultures d'origine, des religions, des supposées races, etc.

Concernant les immigrants, on nous dit, depuis deux siècles maintenant, depuis les débuts du monde capitaliste – pour qui ils sont en fait une composante essentielle de la classe ouvrière, elle-même étant et restant au fondement de son fonctionnement – qu'ils sont un danger pour l'identité nationale. Mais on peut observer que si des difficultés s'en sont suivies à certains moments du passé envers les nouveaux immigrants, et que s'il était dit que ces difficultés étaient insurmontables, l'histoire a montré que des millions d'entre eux se sont fondus dans « l'identité nationale », au point qu'ils sont devenus à peu près indiscernables dans le pays.

On nous dit aujourd'hui que la situation n'est pas la même, qu'aujourd'hui on est en crise, que le pays ne peut plus en accepter. Ce sont les mêmes arguments, mot pour mot, que ceux qu'on entendait lors des autres crises. On ne les entend d'ailleurs qu'en temps de crise. C'est même le temps de crise qui est à la source de ce discours.

Que ce soit en temps de crise, ou simplement en temps « normal », l'idée d'identité nationale, pour le monde bourgeois, est le moyen idéologique de fonder une nation, un groupe humain qui accepte de fonctionner ensemble. C'est donc le moyen de camoufler les plus grosses différences de classe, qui seraient criantes à hurler si l'on mettait côté à côté à vivre une famille de grand patron d'industrie ou de banque avec une famille ouvrière de banlieue.

L'idée d'identité nationale selon notre point de vue, a été un progrès, lorsqu'elle s'est imposée, parce qu'elle a permis d'effacer les idées d'allégeance, de soumission, d'acceptation de son sort à d'autres, dans un hiérarchie montant jusqu'au roi et à Dieu. Désormais, nous sommes dans un système humain. Pour nous le faire accepter, on ne peut plus nous imposer l'argument indiscutable que Dieu l'a voulu ainsi. On est obligé de chercher sans cesse des arguments nouveaux. Aujourd'hui, est en cours l'idée que le système est le meilleur qui soit, ou du moins le moins pire. Ce qui n'est pas très brillant.

Nous, nous disons que si, on peut faire mieux, l'humanité est capable de faire mieux. Mieux que le capitalisme, avec ses crises, toujours catastrophiques pour les populations. Mieux aussi que ce qu'ont fait les pays qui se sont dit socialistes ou communistes, de manière bien abusive. Le premier d'entre eux, l'URSS, parce qu'il avait un niveau économique où il avait déjà à rattraper le capitalisme, ce qu'il a fait, en gros, alors qu'il sortait du Moyen âge. Mais en ayant le reste de la planète contre lui, il n'a pas su empêcher que ce soient les plus violents, les plus autoritaires, qui en profitent pour s'accaparer les pouvoirs, étouffant de l'intérieur la tentative de faire un nouveau monde. Puis les autres, pour la plupart, n'ont été

que des pays qui ont choisi un camp, celui de l'URSS, donc aussi son langage, uniquement pour éviter de subir le poids écrasant de l'autre camp, capitaliste.

Nous ne voulons pas faire un seul pays-monde qui serait construit sur de nouvelles bases. L'histoire, le passé, les cultures différentes, comptent, évidemment. Mais nous pensons que peuvent se créer sur Terre plusieurs formes différentes de vie sociale et collective qui parviennent à retirer le pouvoir au capital. Il est à souhaiter que les expériences soient multiples, chacune étant éclairante pour les autres. La bourgeoisie, elle-même, a créé des nations fort dissemblables en réalité.

En tout cas, oui, on peut faire mieux que ce qu'il y a actuellement ou que ce qui a déjà été fait. On peut faire mieux si on regarde en face ce qui a été fait, si on cherche à gagner à l'idée de faire autre chose des populations à la fois des pays riches et des pays dominés par les pays riches. Nous pouvons rendre le monde bien plus humain.

BIBLIOGRAPHIE

Régis Meyran, *Le mythe de l'identité nationale*, Berg international 2009

Régis Meyran, Valéry Rasplus, *Les pièges de l'identité culturelle*, Berg international 2014

Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Le livre de poche 15005, Grasset 1998

Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse*, Stock 2013

Jean-Pierre Duteuil, *Mai 68 Un mouvement politique*, Acratie 2008

Michel Bounan, *L'art de Céline et son temps*, Allia 1997